

Quel financement pour quel développement

Virginie de Romanet
Université d'été du CADTM
1^{ER} Juillet 2011

Les données du constat

I. Objet

- les pays en voie de développement + les pays en transition de l'ex-bloc soviétique même si l'accent est davantage mis sur le premiers.

II. Enjeu : données démographiques et économiques

- PED : 78% de la population mondiale
- Pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale : 6%
- Répartition de la production de la richesse sur base du PIB mondial de 2006 (48.460 milliards de dollars)
- PED : 20%
- Pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie : 4%
- Pays industrialisés : 76%
- Notion de Centre/Périphérie
- Pib par hab en 2006
- PED : 1520 dollars
- Pays en transition : 2700 dollars
- Pays industrialisés : 28600 dollars

III. Les origines et la perpétuation du fossé Nord/Sud

- la colonisation commencée en 1492 par la Conquête violente des Amériques
- la recolonisation par le levier de la dette : incidences multiples
- les 4 piliers de la domination
 - la dette et l'ajustement structurel
 - le commerce
 - la fuite de capitaux
 - les fuite des cerveaux
- L'annulation de la dette : un impératif radical (à la racine du problème) pour transformer la situation. Effet de levier de la dette qui entraîne la perte de contrôle des Etats sur leurs économies via les plans d'ajustement structurel
- Campagne commune CADTM/CNCD entre 201-2004 : Abolir la dette pour libérer le développement
- $1-6=4$: la dette n'est pas un problème économique
- C'est un parfait outil de domination

IV. De la dette du Tiers-Monde est un placement rentable ! on peut simplifier en la dette est un placement rentable !

- Avec l'irruption de la question de la dette en Europe on voit que la dette est un élément névralgique du système capitaliste
- Sert à organiser le transfert de la richesse de ceux qui la produisent vers les détenteurs de capitaux
- Avec la dette en Europe la dimension de classe devient plus visible

V. La question de l'annulation de la dette

- Une dette maintes fois remboursée est illégitime !
- S'appuyer sur le droit international pour répudier la dette (arguments juridiques : dette odieuse, force majeure/changement fondamental de circonstances, état de nécessité, acte unilatéral souverain de répudiation...)
- Organiser des audits de la dette avec suspension de paiement sans intérêts moratoires
- Constituer des fronts de non-paiement
- Pour de nombreux PED profiter de la situation économique provisoirement favorable (réserves de change élevées)

VI. L'initiative PPTTE, une fausse solution au problème de la dette

- Ne vise pas à résoudre le problème de la dette mais simplement à faire que les pays n'aient plus de ruptures de paiement (notion de soutenabilité)
- Poursuite pendant plusieurs années de l'ajustement structurel sous un nouveau nom
- Après une baisse du service de la dette pendant quelques années, il repart à la hausse
- Le nombre de pays concernés est limité
- Plusieurs pays ont refusé de rentrer dans l'initiative ou en ont été éjectés
- Rien n'est prévu pour les pays à revenus intermédiaires où vit la majorité des pauvres du monde
- -> Echec en terme de délais, d'ampleur et d'objectif

Que peuvent faire les Etats?

VII. L'annulation de la dette – un élément clé indispensable mais non suffisant pour financer le développement

- Dette du Tiers Monde : environ 1350 milliards de dollars (une goutte d'eau dans l'océan des dettes mondiales).
- Service de la dette publique : 188 milliards de dollars en 2007
- Quid de la menace de la fin de l'accès aux prêts?
- Annulation : permet aux Etats de conserver ces sommes et de les consacrer à des dépenses productives, sociales et écologiques. Sortir de la Banque mondiale, du FMI, du CIRDÍ, de l'OMC
- En finir avec l'effet de levier de la dette qui permet de prendre le contrôle sur l'économie par les mesures d'ajustement (dérégulation de l'économie, libre circulation des capitaux, privatisations, abaissement voire suppression des barrières douanières..)
- Evidemment cela ne se passera pas au niveau global ! -
> qu'est ce qui peut être fait au niveau d'un pays ?

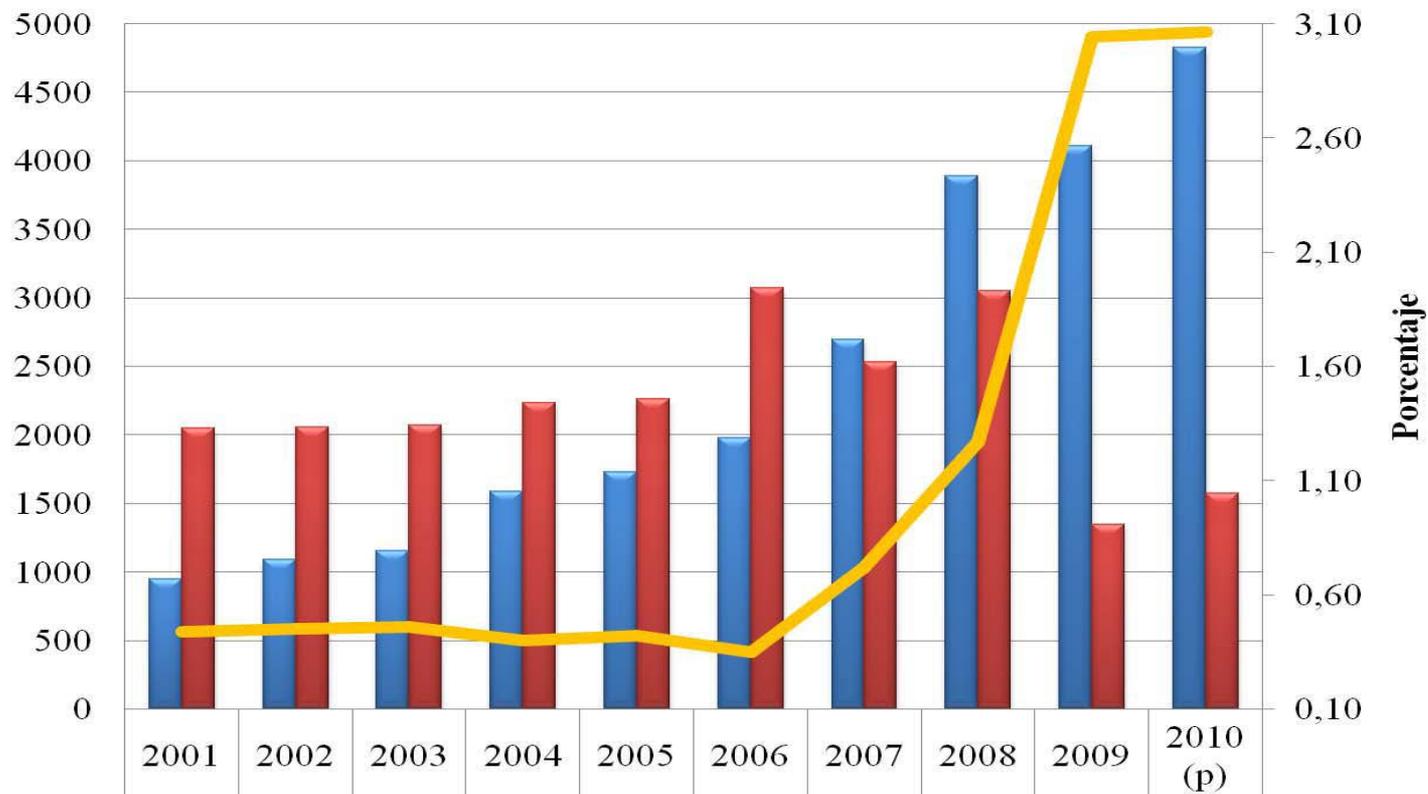
VIII. L'exemple d'un pays: l'Equateur

- Mise en place d'une Commission d'audit (CAIC) en 2007-2008 avec des représentants nationaux et internationaux
- Travail pendant 14 mois sur les différentes catégories de dette (créanciers privés, multilatéraux, bilatéraux, internes...)
- Décision de Rafael Correa \neq vision du CADTM
- -> il a préféré renégocier plutôt que répudier la dette considérée comme illégitime
- Néanmoins :
- - acquis : rachat pour moins d'un milliard de titres de la dette (*Bonos Global*) d'une valeur nominale de 3,2 milliards
- -> Economie de plus de 2 milliards sur le stock et d'environ 6 milliards sur le service de la dette jusqu'en 2030 (300 millions de dollars par an)
- Rien n'a pour l'instant été fait sur les autres dettes !
- Les audits pour faire annuler la dette sont au cœur de la stratégie du CADTM.
- Doivent s'accompagner d'une suspension de paiement avec gel des intérêts

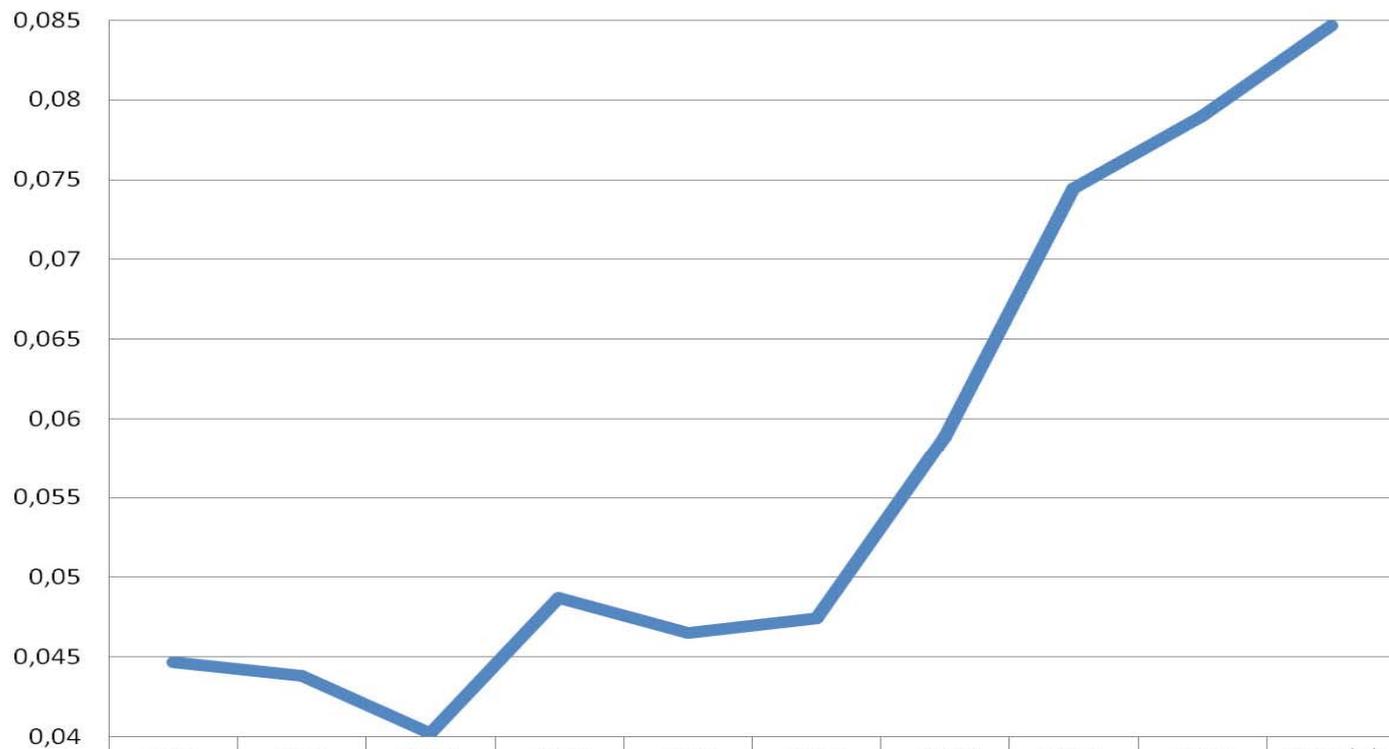
IX. Un résultat concret

- Les dépenses sociales sont passées de 948 millions de dollars en 2001 à 4,84 milliards en 2010 tandis que le service de la dette était divisé par 2 en passant d'un max de 3 milliards en 2006 à 1,5 en 2010.
- Ratio : dépenses sociales/service de la dette passé de 0,44 en 2001 à 3,07 en 2010.

Millones de dólares



■ Inv social (IS)	948,9	1091,5	1151	1589,2	1728,5	1980	2696	3891,5	4108	4825
■ Serv Deuda (SD)	2048,7	2055,5	2073,4	2232,0	2263,2	3069,8	2535,9	3054,6	1348,9	1.574
— IS/SD (%)	0,44	0,45	0,46	0,40	0,42	0,35	0,72	1,27	3,05	3,07



	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (p)
— Inversión social	948,9	1091,5	1151	1589,2	1728,5	1980	2696	3891,5	4108	4825
— PIB	21.249,60	24.899,50	28.635,90	32.642,20	37.186,90	41.763,20	45.789,40	52.272,00	52.022,00	56.998,00
— Inversión Social/PIB	4,47%	4,38%	4,02%	4,87%	4,65%	4,74%	5,89%	7,44%	7,90%	8,47%

X. Récupération des biens mal acquis

- Représenterait au bas mot d'après une estimation d'une étude du CCFD une centaine de milliards de dollars.
- Selon la BRI: les dépôts des riches du Sud dans les banques du Nord seraient supérieurs au montant de la dette
- Quelques montants ont déjà été récupérés
- 500 millions de dollars détournés par Marcos aux Philippines
- 67 millions de dollars détournés par Abacha au Pérou
- Nigéria
- Plusieurs plaintes en cours
- Plainte de l'association Sherpa contre 5 présidents africains pour détournements d'argent public
- Plainte de Sherpa sur la question des biens mal acquis du clan Ben Ali estimés à 3,5 milliards de dollars

XI. Agir contre la finance

- Près de 4.000 milliards de dollars transitent tous les jours sur les marchés des changes, seuls 2 ou 3% représentent des transactions en lien avec le commerce mondial -> le reste : spéculation
- Ce qu'un pays peut faire
 - - Mettre fin à la libre circulation des capitaux
 - - Interdire les transactions avec les paradis fiscaux

XII. La légitimité et l'enjeu de la revendication des réparations

- Réparations pour la dette historique et écologique
- Réparations financières, en nature (remise en état) et engagement à ce que ça ne se reproduise plus.
- Bataille juridique : la notion de réparation existe dans les différents codes civils
- Montants considérables : bien supérieurs au montant reconnu comme « dette du Tiers Monde »
- Comment concrétiser cela ?
- Tripler l'aide publique au développement pour la porter à 0,7% de tous les pays contributeurs en accord avec l'engagement pris à l'ONU en ... 1970
- Uniquement des dons (et pas aussi des prêts comme aujourd'hui)
- Doit être destinée uniquement à des dépenses utiles pour les populations des Etats concernés
- Renommée en réparations

XIII. Récupérer des leviers de commande sur l'économie

- Récupération du contrôle sur les services stratégiques privatisés
- Renationalisation (avec contrôle citoyen) des entreprises et secteurs stratégiques privatisés
- Eau, transports, énergie, hôpitaux, etc
- En cours partiellement au Venezuela, Bolivie, Equateur
- Sortir des institutions qui perpétuent la domination
- Construction d'institutions alternatives, intégration régionale basées sur la complémentarité et la solidarité, nouvelle architecture financière (Banque du Sud, etc)

XIV. Récupérer des recettes

- Agir sur la fiscalité. Mettre fin à une fiscalité régressive basée sur la TVA
- Introduire une fiscalité conséquente sur les bénéfices des multinationales et un contrôle sur les quantités prélevées dans le cas des industries extractives
- Mettre en place de lourdes sanctions financières contre les multinationales qui détruisent l'environnement et violent les droits humains.
CF : procès Texaco en Equateur
- Mettre en place une fiscalité directe progressive avec une taxation élevée sur les hauts revenus et le patrimoine

XV. La bataille des idées à traduire en réalisations concrètes

- Assemblée constituante pour adopter des législations sociales et environnementales innovantes
- L'adoption d'un salaire minimum garanti évolutif
- L'adoption d'une législation sociale ambitieuse
- Assurer l'égalité des droits pour les femmes non seulement sur le papier mais aussi dans la réalité
- Garantir la liberté d'établissement
- Se départir progressivement mais sans perdre le cap du modèle productiviste S'appuyer sur les possibilités offertes par le droit international
- Adopter une approche internationaliste et de perspective historique ->véhicules les acquis des luttes passées et sous d'autres horizons géographiques

La question des moyens

XVI. La faiblesse de l'horizon actuel du développement

- Critique nécessaire des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) adoptés en 2000 pour leur caractère limité et inadapté -> ne visent qu'à réduire la pauvreté et non à l'éradiquer.
- Avec les OMD le développement n'est plus un droit mais un objectif
- Régression par rapport à des engagements précédents comme le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels adopté en 1966 et ratifié en 1976, la Charte des droits et devoirs économiques des Etats de 1974 ou la déclaration sur le droit au développement

XVII. Quel coût pour le développement humain?

- Au milieu des années 1990, plusieurs organisations des Nations Unies comme la FAO, l'UNICEF, l'UNESCO...ont réfléchi ensemble pour tenter de chiffrer le coût de développement.
- Pour assurer à chaque être humain une alimentation suffisante, une éducation primaire universelle, l'accès à l'eau potable, des soins de santé de base et des soins obstétricaux pour les femmes sur une période de 10 ans il a été estimé nécessaire de dépenser 80 milliards de dollars de plus par an de ce qui est actuellement dépensé (116 milliards) soit au bout de 10 ans : 800 milliards de dollars.
- Estimation intéressante même si faiblesses évidentes (éducation primaire uniquement, rien de prévu en matière de logement...)

XVIII. Comparaison avec d'autres montants

- Coût de la crise financière : plus de 3.000 milliards de dollars
- Coût de l'effacement des actifs toxiques des banques au moins 1400 milliards de dollars
- Dépenses militaires mondiales : environ 1400 milliards de dollars par an – Etats-Unis : 700 milliards
- Dépenses publicitaires mondiales : plus de 400 milliards de dollars par an
- Fortune cumulée des 1210 milliardaires en dollars en 2010 : 4500 milliards de dollars
- Fortune cumulée des 1011 milliardaires en dollars l'année précédente : 3500 milliards de dollars
- Fortune cumulée des 12,2 millionnaires en dollars en 2010 : 39.000 milliards de dollars

- Situation relativement favorable pour beaucoup de PED du fait de la hausse des cours des matières premières depuis 2004 en raison de la croissance énergivore de la Chine et d'autres pays émergents > accumulation de réserves de change
- Permettrait de mener des politiques émancipatrices
- Néanmoins on reste dans le modèle
- > la conjoncture est susceptible de se retourner et l'occasion d'être perdue.